

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 mai 2023

PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2024 À 2030 ET PORTANT
DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE - (N° 1234)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 577

présenté par

M. Lachaud, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas,
Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard,
M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière,
M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne,
M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud,
Mme Hignet, Mme Keke et M. Kerbrat

ARTICLE 2**RAPPORT ANNEXÉ**

À la première phrase de l'alinéa 9, supprimer les mots :

« service national universel, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NUPES souhaite supprimer la mention du service national universel du rapport annexé.

En effet, le SNU est un dispositif mal conçu et inutile. La précarité étudiante ronge les universités, des classes sont fermées dans les écoles et des centaines de professeurs attendent d'être remplacés. Pourtant, le gouvernement préfère un dispositif coûteux qui ne remplit aucun objectif légitime en termes de défense, d'éducation, d'insertion, de cohésion sociale, de résilience ou de solidarité. Discipliner la jeunesse n'est pas un projet politique.

Nous refusons donc le SNU, mais soutenons le projet d'une conscription citoyenne des jeunes adultes. Cette conscription citoyenne permettrait de rémunérer au SMIC une classe d'âge pendant

neuf mois, sans casernement, et de mobiliser de jeunes adultes dans des activités civiles et éventuellement militaires d'utilité sociale et écologique, notamment face aux bouleversements climatiques. Elle serait un tremplin pour beaucoup, un moyen d'insertion et un dispositif égalitaire au service de l'intérêt général, au lieu d'être un dispositif d'encasernement de mineurs pour les soumettre à des activités à connotation faussement militaire comme prévu dans le SNU du gouvernement.